



LA BELLE HENRIETTE 85 – LES LUCS SUR BOULOGNE

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE**

REGULARISATION DU SITE

Ce dossier a été réalisé en collaboration avec la société



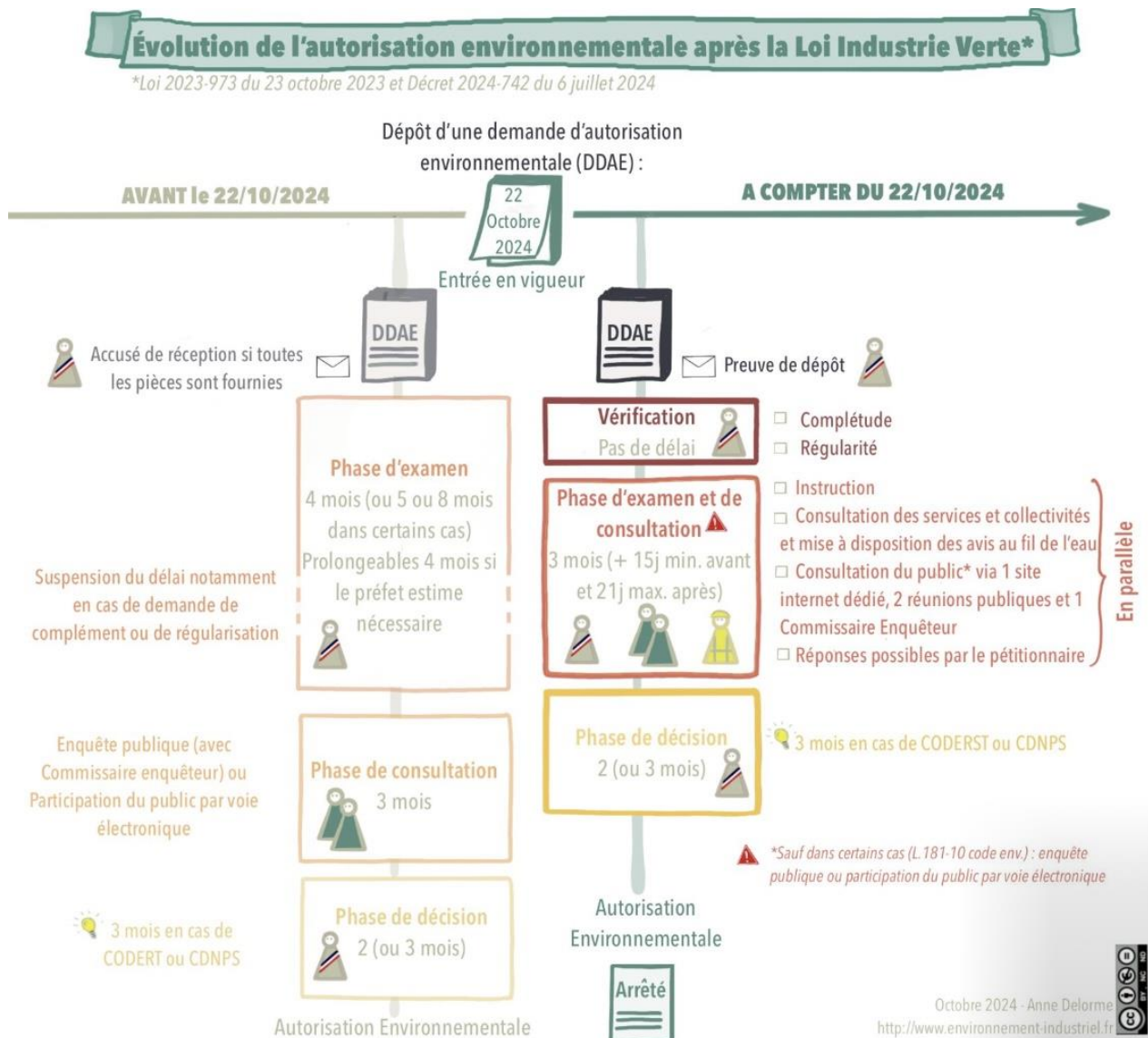
VERSION 2

Juillet 2025
Réf : 5412725A

| |
|-----------------|
| SOMMAIRE |
|-----------------|

| | |
|---|----|
| 1. - RAPPEL DE LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE | 3 |
| 2. - LES DIFFERENTES PIECES DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION | 4 |
| 3. - GLOSSAIRE COMMUN A TOUT LE DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION | 5 |
| 4. - DEBAT PUBLIC OU CONCERTATION PREALABLE | 7 |
| 5. - ECHANGES AVEC LE PORTEUR DE PROJET | 7 |
| 6. - CERTIFICAT DE PROJET | 7 |
| 7. - CADRAGE PREALABLE DE L'ETUDE D'IMPACT | 8 |
| 8. - PROCEDURE DU CAS PAR CAS (R122-2)..... | 8 |
| 9. - PERMIS DE CONSTRUIRE, CSE | 9 |
| 10. - ARTICULATION DES DIFFERENTES PROCEDURES | 10 |

1. - RAPPEL DE LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE



Une fois que le dossier est **complet et recevable**, le Préfet délivre un **Accusé de Réception**, qui est le **point de départ des délais de la procédure** d'autorisation.

Il est préférable que le pétitionnaire attende que les titres soient purgés avant de démarrer le projet.

Si le démarrage intervient avant, le pétitionnaire prend un risque de voir l'Arrêté Préfectoral modifié ou annulé.

Enfin, il ne faut pas démarrer les travaux si un référé-suspensif a été demandé par des tiers à l'issu de la publication de l'Arrêté Préfectoral.

2. - LES DIFFERENTES PIECES DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

| N° et désignation de la pièce jointe du Cerfa | Numéro de pièce |
|---|--|
| 0 – Pièce non listée dans le Cerfa | P0 |
| 1 – Plan de situation du projet, à l'échelle 1/25000 ou à défaut, 1/500000 sur lequel sera indiqué l'emplacement du projet | P1 - Carte |
| 2 – Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier | P2 - Plans et Cartes |
| 3 – Justificatif de la maîtrise foncière du terrain | P3 – Maitrise foncière |
| 4 – Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact | P4 – Etude d'impact |
| 7 – Note de présentation non technique du projet | P7 – Note de présentation |
| 46 – Description des procédés de fabrication, matières utilisées, produits fabriqués | P46 - Description |
| 47 – Capacités techniques et financières | P47 – Capacités techniques et financières |
| 48 – Plan d'ensemble au 1/200 ^{ème} | P48 – Plan d'ensemble |
| 49 – Etude de dangers | P49 – Etudes des dangers |
| 57 – Partie de l'étude d'impact relative aux MTD | P57-58 et 59 - IED |
| 58 – Proposition motivée de la rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 | |
| 59 – Proposition motivée de conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale | |
| 60 – Montant des garanties financières | Cette pièce est inutile pour le présent dossier. |
| 62 – Avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation | Cette pièce est inutile pour le présent dossier. |
| 63 – Avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation | Cette pièce est inutile pour le présent dossier. |
| 69 - La délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale | Cette pièce est inutile pour le présent dossier. Pas de modification du PLU |
| 77 – Justificatif de conformité des rubriques en enregistrement | Cette pièce est inutile pour le présent dossier. |

3. - GLOSSAIRE COMMUN A TOUT LE DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Ce glossaire détaille les principales abréviations, acronymes et termes techniques utilisés dans le présent dossier.

A : Autorisation
AIOT : Activités, Installations Ouvrages, Travaux
AP : Arrêté Préfectoral
APB : Arrêté de Protection de Biotope
APR : Analyse Préliminaire des Risques
ARF : Analyse du Risque Foudre
ARS : Agence Régionale de Santé
BREF : Best REference
CF : Coupe Feu
CLE : Commission Locale de l'Eau
CMR : Cancérigène, Mutagène, Reprotoxique
CODERST : COnseil De l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques
COPREC : Confédération des Organismes indépendants tierce partie de PREvention, de Contrôle et d'inspection
D : Déclaration
DAI : Détection Automatique Incendie
DBO5 : Demande Biologique en Oxygène, sur 5 jours
DC : Déclaration avec Contrôle
DCE : Directive Cadre sur l'Eau
DCO : Demande Chimique en Oxygène
DD : Déchets Dangereux
DECI : Défense Extérieure Contre l'Incendie
DND : Déchets Non Dangereux
DRAC : Direction Régionale des Affaires Culturelles
DRPCE : Document Relatif à la Protection Contre les Explosions
DUP : Déclaration d'Utilité Publique
E : Enregistrement
EDR : Evaluation Détaillée des Risques
EH : Equivalent Habitant
EI : Eaux Industrielles
EP : Eaux Pluviales
EPI : Equipements de Protection Individuelle
ERC : Eviter Réduire Compenser
ERS : Evaluation des Risques Sanitaires
ESH : Environnement, Sécurité, Hygiène
EU : Eaux Usées
FDS : Fiche de Données de Sécurité
GES : Gaz à Effet de Serre
ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IED : Industrial Emission Directive
INOQ : Institut National de l'Origine et de la Qualité
INRAP : Institut National de Recherches Archéologiques Préventives
IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements
MES : Matières En Suspension
MTD : Meilleurs Techniques Disponibles
PC : Permis de Construire
PE : Point Eclair
PI : Poteau Incendie
PJ : Pièce Jointe
PPRN : Plan de Prévention des Risques Naturels
PPRT : Plan de Prévention des Risques Technologiques
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PRG : Pouvoir de Réchauffement Global
RB : Réserve Biologique
RBD : Réserve Biologique Dirigée

RBI : Réserve Biologique Intégrale
RDDECI : Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie
REI : Résistance Etanchéité Isolation thermique
RIA : Robinet Incendie Armé
RNN : Réserve Naturelle Nationale
RNR : Réserve Naturelle Régionale
RSDE : Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau
SAGE : Schéma de l'Aménagement et de la Gestion des Eaux
SDAGE : Schéma Directeur de l'Aménagement et de la Gestion des Eaux
SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
SEI : Seuil des Effets Irréversibles
SEL : Seuil des Effets Létaux
SELS : Seuil des Effets Létaux Significatifs
SGH : Système Général Harmonisé
SCRE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique
SIC : Site d'Intérêt Communautaire
SST : Sauveteurs Secouristes du Travail
SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique
STEP : STation d'EPuration
TMD : Transport de Matières Dangereuses
VLE : Valeur Limite d'Emission
VTR : Valeur Toxicologique de Référence
ZAR : Zone A Risques
ZICO : Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
ZPS : Zone de Protection Spéciale
ZRE : Zone de Répartition des Eaux
ZSC : Zone Spéciale de Conservation

4. - DEBAT PUBLIC OU CONCERTATION PREALABLE

Selon les articles R. 121-1 et suivants du Code de l'Environnement, certains dossiers peuvent nécessiter l'organisation :

- d'un **débat public** pour certaines activités d'intérêt national comme la création :
 - o d'autoroutes ;
 - o de pistes d'aérodromes ;
 - o d'infrastructures portuaires ;
 - o de lignes électriques ;
 - o de canalisations de gaz naturel, d'hydrocarbures ;
 - o d'installations nucléaires de base ;
 - o de barrages hydroélectriques ou de barrages réservoirs ;
 - o de transferts d'eau de bassin fluvial ;
 - o d'équipements culturels, sportifs, scientifiques, touristiques ;
 - o d'équipements industriels dont le coût des bâtiments et infrastructures est supérieur à 150 M€.
- d'une **concertation préalable à l'enquête publique**, associant le public (à la demande de l'autorité compétente ou du responsable du projet).

Le présent dossier ne nécessite pas de débat public et aucune concertation préalable n'a été nécessaire.

5. - ECHANGES AVEC LE PORTEUR DE PROJET

Avant le dépôt du dossier de demande d'autorisation, le porteur du projet a demandé une réunion préalable auprès de la DREAL pour présenter le dossier. Cette réunion a eu lieu le 24 octobre 2024.

6. - CERTIFICAT DE PROJET

Il permet :

- d'identifier le régime ICPE du site et les procédures nécessaires ;
- d'identifier le contenu attendu du dossier, les obstacles possibles ;
- de fixer un calendrier d'instruction (engagement réciproque entre l'Etat et le porteur du projet) ou rappeler le calendrier réglementaire ;
- de mentionner, éventuellement, l'intention du Préfet de demander une concertation préalable du public ;
- de saisir le DRAC qui donne alors un avis sur l'archéologie préventive.

L'exploitant n'a pas demandé la réalisation d'un certificat de projet.

7. - CADRAGE PREALABLE DE L'ETUDE D'IMPACT

L'article R 122-4 du code de l'environnement permet la réalisation d'un cadrage préalable.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet **peut être consultée, à l'initiative du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire, en préalable ou au cours de l'élaboration du projet, sur la nature et le degré de précision des informations que doit contenir l'étude d'impact.**

C'est le cadrage préalable de l'étude d'impact, conseillé notamment pour les projets importants, complexes ou politiquement sensibles.

De par la nature du dossier, l'exploitant **n'a pas demandé de cadrage préalable.**

8. - PROCEDURE DU CAS PAR CAS (R122-2)

La procédure de demande d'examen au cas par cas a été introduite par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 et le décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact. Cette procédure a été mise à jour par le décret n° 2016-1110 du 11 août 2016.

Cette procédure est décrite par les articles R122-2 et R122-3 du code de l'environnement.

L'aspect relatif à la réglementation IOTA au titre de la loi sur l'Eau est évoqué au sein **de la pièce jointe n°46.**

Comme l'indique la notice explicative pour les demandes d'examen au cas par cas, cette procédure n'est pas obligatoire. Le pétitionnaire peut décider de réaliser une étude d'impact sans soumettre de demande d'examen au cas par cas.

LA BELLE HENRIETTE a fait le choix de déposer directement un dossier de demande d'autorisation d'exploiter avec la rédaction d'une étude d'impact.

9. - PERMIS DE CONSTRUIRE, CSE

9.1. - ARTICULATION AVEC LE PERMIS DE CONSTRUIRE ET LE PERMIS DE DEMOLIR

Ceci est lié aux articles 181-10, 181-34 du code de l'environnement.

Il n'y a plus **d'obligation de dépôt simultané** entre le dossier d'autorisation et le permis de construire (PC).

Si le PC est déposé avant le dossier d'autorisation, et obtenu avant l'AP, **il est impossible d'exécuter l'autorisation d'urbanisme avant l'obtention de l'autorisation environnementale** (article L181-30 du Code de l'urbanisme).

A noter que **le pétitionnaire choisit librement le moment où il sollicite un permis de construire** (et ce dernier peut être délivré avant l'autorisation, mais il ne peut être exécuté qu'après la délivrance de l'autorisation ICPE).

Si le dossier d'autorisation est déposé avant le PC, il est nécessaire que le projet soit compatible avec les documents d'urbanisme.

Toutefois, les **permis de démolir** peuvent recevoir exécution avant la délivrance de l'autorisation environnementale prévue par le présent titre, si la démolition ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le présent dossier d'autorisation n'est pas en lien avec un permis de construire.

9.2. - CSE

Selon le Code du Travail, l'exploitant doit mentionner la réalisation du dossier d'autorisation en réunion de CSE.

L'article R. 2312-25 indique que les documents joints à la demande d'autorisation, prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, sont portés à la connaissance du comité social et économique préalablement à leur envoi au préfet.

« Le dossier établi par l'employeur à l'appui de sa demande est transmis au comité dans un délai de quinze jours à compter du lancement de l'enquête publique prévue à l'article L. 181-9 du même code.

« Il émet un avis motivé sur ce dossier dans un délai de quinze jours à compter de la réception par l'employeur du rapport de l'enquête publique.

« Le président du comité transmet cet avis au préfet dans les trois jours suivant la remise de l'avis du comité.

Le CSE de LA BELLE HENRIETTE a été consulté avant le dépôt du dossier.

10. - ARTICULATION DES DIFFERENTES PROCEDURES

10.1. - ARTICULATION AVEC LA LEGISLATION IOTA

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-2.

L'aspect relatif à la réglementation IOTA au titre de la loi sur l'Eau est évoqué au sein **de la pièce jointe n°46.**

10.2. - AUTORISATION DE MODIFICATION DE L'ETAT OU DE L'ASPECT D'UNE RESERVE NATURELLE NATIONALE

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-3.

Le site **n'est pas implanté sur une telle réserve.**

10.3. - AUTORISATION DE MODIFICATION DE L'ETAT DES LIEUX OU DE L'ASPECT D'UN SITE CLASSE

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-4.

Le site **n'est pas implanté sur un tel site, ni sur un site en instance de l'être.**

10.4. - DEROGATION FAUNE-FLORE

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-5.

Le site **n'est pas implanté sur un site nécessitant une telle dérogation.**

10.5. - AGREMENT POUR L'UTILISATION D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-6.

Le présent dossier **n'est pas en lien avec des OGM.**

10.6. - AUTORISATION POUR LA PRODUCTION D'ENERGIE

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-8

Le site **n'est pas en lien avec des équipements de production d'énergie.**

10.7. - AUTORISATION DE DEFRICHEMENT

Cet aspect est réglementé par l'article D 181-15-9.

Le présent dossier **n'est pas en lien avec une demande d'autorisation de défrichement.**